

**Maintenance et évolution de l'infrastructure DMR et fourniture de terminaux  
et accessoires radio numériques**

**Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)**

**Numéro de consultation : IB-12-2024**

**Procédure de passation : AOO**

## Table des matières

<b>Article 1 - PREAMBULE - CONTEXTE</b> .....	5
Article 2- POUVOIR ADJUDICATEUR.....	5
<b>Article 3 - OBJET DU MARCHÉ</b> .....	5
<b>Article 4 - PERIMETRE DU MARCHÉ</b> .....	5
<b>Article 5 - PROCEDURE DE PASSATION</b> .....	5
<b>Article 6 - FORME ET ETENDUE DU MARCHÉ</b> .....	5
<b>Article 7 - DUREE DU MARCHÉ</b> .....	6
7.1 Cadre général .....	6
7.2 Recondution du marché .....	6
<b>Article 8 - LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS</b> .....	6
<b>Article 9 - DOCUMENTS CONTRACTUELS</b> .....	6
<b>Article 10 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS</b> .....	8
<b>10.1 Représentation des parties</b> .....	8
10.1.1 Représentation de la personne publique .....	8
10.1.2 Représentation du titulaire .....	8
<b>10.2 Conditions d'exécution</b> .....	8
10.2.1 Mise en place de l'équipe technique .....	8
10.2.2 Remplacement des intervenants .....	9
10.2.3 Exécution des prestations du marché .....	9
10.2.4 Pilotage et suivi.....	10
10.2.5 Exigences relatives aux prestations .....	10
<b>10.3 Obligations du titulaire</b> .....	10
10.3.1 Obligation de conseil .....	10
10.3.2 Obligation d'information.....	11
10.3.3 Obligation de résultats.....	11
<b>10.4 Obligation de confidentialité</b> .....	11
10.4.1 Obligation de confidentialité – Clause générale.....	11
10.4.2 Obligation de confidentialité – Gestion des documents, livrables et autres dans le cadre de l'exécution du marché .....	12
<b>10.5 Responsabilité du titulaire</b> .....	13

10.5.1 Sensibilisation du personnel du titulaire .....	13
10.5.2 Sous-traitance.....	13
10.5.3 Mesures de sécurité.....	13
10.5.4 État de l'art .....	13
<b>10.6 Clauses sociales - Action de formation sous statut scolaire au bénéfice de jeunes en situation de décrochage scolaire (pour le marché relatif au lot n°1).....</b>	<b>14</b>
<b>10.7 Clause d'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes affectés à l'exécution du présent marché .....</b>	<b>16</b>
<b>10.8 Clauses environnementales .....</b>	<b>16</b>
<b>10.9 Évaluation du titulaire .....</b>	<b>18</b>
<b>10.10 Modifications contractuelles en cours d'exécution .....</b>	<b>18</b>
<b>10.11 Recours aux marchés sans mise en concurrence ni publicité préalable pour prestations similaires pour le marché issu du lot n° 1 :.....</b>	<b>21</b>
<b>10.12 Constatation de l'exécution des prestations .....</b>	<b>22</b>
<b>10.13 Modalités de règlement .....</b>	<b>25</b>
<b>10.14 Garanties.....</b>	<b>26</b>
<b>10.15 Pénalités.....</b>	<b>27</b>
<b>Article 11. REVERSIBILITE - pour le marché relatif au lot n°1 .....</b>	<b>29</b>
<b>Article 12 - REGIME FINANCIER.....</b>	<b>30</b>
12.1 Forme et contenu des prix.....	30
12.2 Variation des prix.....	31
12.3 Modalités financières.....	33
12.3.1 Délais de paiement.....	33
12.3.2 Modalités de facturation.....	34
<b>Article 13 - CLAUSES DE SURETE ET DE FINANCEMENT .....</b>	<b>36</b>
13.1 Garantie et cautionnement .....	36
13.2 Avances.....	36
13.3 Acomptes .....	36
13.4 Cession et nantissement.....	37
<b>Article 14 - REGIME DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE .....</b>	<b>37</b>
14.1 Régime des droits de propriété intellectuelle .....	37
14.2 Régime des droits de propriété intellectuelle relatif aux connaissances antérieures.....	37

<b>Article 15 - TRAITEMENT DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL .....</b>	<b>37</b>
<b>Article 16 - DISPOSITIONS DIVERSES .....</b>	<b>38</b>
<b>16.1 Forme des notifications et des informations .....</b>	<b>38</b>
<b>16.2 Langue .....</b>	<b>38</b>
<b>16.3 Assurances .....</b>	<b>38</b>
<b>16.4 Résiliation .....</b>	<b>39</b>
<b>16.5 Attestations administratives .....</b>	<b>40</b>
<b>16.6 Obligations administratives .....</b>	<b>40</b>
<b>16.7 Règlement amiable des différends .....</b>	<b>40</b>
<b>16.8 Litiges et contentieux .....</b>	<b>42</b>
<b>Article 17 - DEROGATIONS AU CCAG.....</b>	<b>42</b>

## **Article 1 - PREAMBULE - CONTEXTE**

Le présent marché est soumis aux dispositions du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la commande publique et à l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du Code de la commande publique.

Le terme « marché » couvre les deux lots sauf mention spécifique désignant un lot particulier.

## **Article 2- POUVOIR ADJUDICATEUR**

Le pouvoir adjudicateur du présent marché est le Secrétariat général du Ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté Industrielle et Numérique (MEFSIN).

## **Article 3 - OBJET DU MARCHÉ**

Le présent marché porte sur la fourniture de terminaux et accessoires radio numériques et la maintenance et évolution de l'infrastructure DMR

## **Article 4 - PERIMETRE DU MARCHÉ**

Le présent marché est établi au profit du Ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté Industrielle et Numérique (MEFSIN).

## **Article 5 - PROCEDURE DE PASSATION**

Le présent marché est passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert en application notamment de l'article R2124-2 du Code de la commande publique.

## **Article 6 - FORME ET ETENDUE DU MARCHÉ**

Chaque marché est mono-attributaire. Il est lancé sous la forme d'un marché à bons de commande.

Le présent accord-cadre est alloté comme suit :

- lot 1 : Maintenance et évolution de l'infrastructure DMR actuelle.
- lot 2 : Fourniture de terminaux et accessoires radio numériques et prestations annexes,

Le marché ne donnera pas lieu à la passation de marché subséquent.

Il est conclu sans montant minimum et avec des montants maximums de :

- 860 000 euros HT pour le lot 1 ;

- 900 000 euros HT pour le lot2.

Ces montants maximums valent pour la durée totale du marché, reconductions comprises.

Le montant des prestations figure à l'annexe financière à l'acte d'engagement (ATTRI1) souscrit par le titulaire et pour lot 2 également au catalogue joint.

## **Article 7 - DUREE DU MARCHÉ**

### **7.1 Cadre général**

Le présent marché est conclu pour une durée de douze (12) mois hors reconduction éventuelles.

La durée du présent marché court à compter de sa notification.

### **7.2 Reconduction du marché**

Le marché est reconductible de manière tacite trois (3) fois par période annuelle, à sa date anniversaire de notification, sans que le titulaire ne puisse s'y opposer.

Les dispositions du présent CCAP s'appliquent à la période initiale du marché et aux périodes de reconduction.

La décision de non reconduction fait l'objet d'une décision expresse du pouvoir adjudicateur ou de son représentant, notifiée au titulaire via la plateforme des marchés publics PLACE un mois avant la date anniversaire de notification du marché.

Dans l'hypothèse où le marché ne serait pas reconduit, les bons de commande émis continuent à s'exécuter jusqu'à leur terme. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

## **Article 8 - LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

Les prestations sont réalisées dans les locaux du titulaire et sur site du bénéficiaire.

## **Article 9 - DOCUMENTS CONTRACTUELS**

Les documents contractuels régissant le présent marché sont, par ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement et son annexe financière ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes :
  - « Engagement de reconnaissance de responsabilité du titulaire" ;

- « RGPD » ;
- "Contact du délégué à la protection des données (DPD)" ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP), ses 2 annexes listées ci-dessous :

Annexe 1	Liste des sites
Annexe 2	Clauses de sécurité des systèmes d'information

- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication approuvé par arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de techniques de l'information et de la communication ;
- L'arrêté du 18 septembre 2018, publié au Journal officiel de la République française du 27 septembre 2018, qui approuve le « cahier des clauses simplifiées de cyber sécurité » (CCSC) ;
- Le mémoire technique du titulaire remis à l'appui de son offre pour le marché ainsi que pour le lot 1 son Plan d'Assurance Qualité (PAQ) remis dans l'offre (dans un délai maximum de 2 mois après la réunion de lancement) ;
- L'annexe relative à la clauses sociale pour le lot 1 ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants postérieurs à la notification du marché.

En cas de contradiction entre deux documents constitutifs du marché, le document le plus élevé dans l'ordre de priorité prévaut.

**Seuls les documents conservés par la personne publique font foi.**

#### **Exhaustivité de la liste des pièces contractuelles :**

Le présent marché, constitué des documents contractuels définis ci-dessus, exprime l'intégralité des obligations contractuelles des parties. Les dispositions du présent marché prévalent sur celles qui figurent sur les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre la personne publique et le titulaire préalablement à sa signature.

#### **Documents de notification du marché :**

Par dérogation aux articles 4.2.1 et 4.2.2 du CCAG-TIC, seuls sont notifiés au titulaire du marché les documents suivants : l'annexe d'engagement (ATTR1) et son annexe financière.

## **Article 10 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

### **10.1 Représentation des parties**

#### **10.1.1 Représentation de la personne publique**

L'interlocuteur désigné par l'Administration est chargé du suivi de l'exécution des prestations. Il est désigné lors de la notification du marché.

L'Administration notifie toute modification de l'interlocuteur au titulaire.

#### **10.1.2 Représentation du titulaire**

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de la personne publique, pour les besoins de l'exécution du marché.

Cet ou ces interlocuteurs sont désignés dans l'offre du titulaire.

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, la personne publique, de toute modification d'interlocuteur désigné.

Cet article déroge au CCAG-TIC (article 3.4.1).

### **10.2 Conditions d'exécution**

#### **10.2.1 Mise en place de l'équipe technique**

Avant tout commencement d'exécution, le titulaire fera parvenir la liste comportant les noms, prénoms et fonctions de tous les personnels susceptibles d'intervenir et de se rendre dans les locaux de l'Administration dans le cadre du présent marché ainsi que les curriculum vitae correspondants. Toute modification à cette liste devra être portée au préalable à la connaissance du représentant de la personne publique dans les conditions exigées au CCTP.

En tout état de cause, le titulaire s'engage à mettre en place, pendant toute la durée du marché, des intervenants dont les compétences et les profils respectent ceux mentionnés dans son offre.

La personne publique communiquera au titulaire les conditions d'accessibilité des locaux et les règles de sécurité en vigueur.

Les personnels affectés à la réalisation des prestations prévues au titre du présent marché sont soumis à l'agrément de la personne publique qui pourra limiter l'accès à ses locaux pour des raisons liées à la sécurité des personnes, des biens ou des informations.

Lorsqu'ils sont présents dans les locaux de la personne publique, les intervenants affectés par le titulaire à la réalisation des prestations, objet du présent marché, sont soumis aux règles et usages en vigueur pour les personnels de l'administration



notamment en ce qui concerne les horaires d'intervention et le port d'un badge d'identification.

#### 10.2.2 Remplacement des intervenants

La bonne exécution des prestations dépend essentiellement des personnes désignées dans le marché pour en assurer la conduite. Si ces personnes ne sont plus en mesure de remplir leur mission, le titulaire doit en aviser immédiatement le pouvoir adjudicateur et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

Le titulaire désigne les remplaçants et en communique les noms et les titres au pouvoir adjudicateur dans un délai de huit jours à compter de l'envoi du courriel au chef de projet désigné par la personne publique. Ces remplacements sont subordonnés à l'accord exprès du pouvoir adjudicateur. Le silence gardé par le pouvoir adjudicateur dans un délai d'un mois à compter de la réception de la lettre vaut acceptation du remplacement.

La personne publique pourra à tout moment demander le remplacement d'un ou des représentants ou intervenants du titulaire, pour des motifs professionnels.

#### 10.2.3 Exécution des prestations du marché

Les prestations du présent marché sont déclenchées par bons de commande émis par la personne publique en fonction des besoins, sur la base des prix fixés à l'annexe financière à l'acte d'engagement du marché et du catalogue pour le lot 2.

Le point de départ d'exécution du bon de commande est la date fixée dans celui-ci.

Chaque bon de commande précise notamment :

- l'intitulé de l'entité qui passe commande ;
- la référence du marché ;
- les coordonnées du service qui passe la commande ;
- le numéro et la date du bon de commande ;
- la désignation des fournitures et/ou prestations ;
- la quantité commandée ;
- les montants HT, TTC et taux de TVA appliqué ;
- les lieux et délais de réalisation des prestations ;
- l'adresse du service destinataire de la facture ;
- le code service exécutant (facturation dématérialisée) ;
- les modalités particulières de réception et d'exécution de la commande, le cas échéant ;
- l'adresse de facturation et toute information nécessaire à la transmission des factures et non précisée dans le présent CCAP.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, il doit formuler une demande expresse de report de délai exposant clairement les circonstances du retard prévu, la date de survenance du fait générateur et le délai supplémentaire demandé dans les conditions prévues du CCAG-TIC.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché, mais leur exécution doit être terminée au plus tard dans les 6 mois suivant la fin du marché.

La résiliation du marché ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

#### 10.2.4 Pilotage et suivi

Pour le marché relatif au lot 1, le pilotage des prestations est réalisé au travers de réunions régulières entre les représentants de la personne publique et le titulaire.

Les exigences en matière de pilotage sont précisées à l'article 4.1 du CCTP.

Le prix de ces instances est inclus dans les prix des prestations.

Pour le marché relatif au lot 2, une ou plusieurs réunions de suivi peuvent être demandées ponctuellement par l'administration en cas de difficultés rencontrées sur le marché, sans faire l'objet d'une facturation supplémentaires.

#### 10.2.5 Exigences relatives aux prestations

Le titulaire est responsable de tout élément qui lui est confié. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par le marché.

### **10.3 Obligations du titulaire**

---

#### 10.3.1 Obligation de conseil

Le titulaire du marché est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, relative aux matériels, logiciels et prestations fournis à la personne publique.

Cette obligation est formelle et fondée sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

Dans l'hypothèse où le titulaire n'aurait pas respecté cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

### 10.3.2 Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à la personne publique tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

De plus, le titulaire fournit une fiche de renseignement, pour chaque nouvel intervenant, qui doit contenir sa formation, son expérience professionnelle et ses domaines d'intervention. Cette fiche renseigne le pouvoir adjudicateur sur les qualités et les niveaux de compétence des collaborateurs proposés.

Enfin, le nouveau collaborateur doit intervenir, de préférence, en tuilage avec un de ses collègues pendant une période suffisante à sa bonne intégration.

### 10.3.3 Obligation de résultats

Le titulaire est astreint à une obligation de résultat selon les usages commerciaux, la réglementation et la jurisprudence en vigueur dans le secteur d'activité concerné.

Le fait pour la personne publique de vérifier ou d'exiger que les agents du titulaire aient un maximum de qualifications techniques et une bonne connaissance du domaine d'intervention ou soient présents dans ses locaux ne constitue en aucun cas une obligation de résultat.

En conséquence, le titulaire s'oblige à prendre toutes les assurances afin de remettre à la personne publique, dans les conditions fixées par le présent marché, les prestations demandées en respectant les normes et standards de l'Administration et les spécifications particulières fixées par le cahier des clauses techniques particulières.

---

## 10.4 Obligation de confidentialité

### 10.4.1 Obligation de confidentialité – Clause générale

Il est fait application de l'article 5.1 du CCAG-TIC.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentielles les informations, les documents et les logiciels auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objet ne peuvent être, sans autorisation expresse de la personne publique, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

La personne publique pourra demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

#### 10.4.2 Obligation de confidentialité – Gestion des documents, livrables et autres dans le cadre de l'exécution du marché

Les supports informatiques et documents fournis par l'Administration au titulaire du marché restent la propriété de l'Administration.

Les données contenues dans ces supports et documents sont strictement couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du Code pénal). Il en va de même pour toutes les données dont le titulaire prend connaissance à l'occasion de l'exécution du présent marché.

Conformément à l'article 34 de la loi informatique et libertés modifiée, le titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le titulaire s'engage donc à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés, à l'exception de celles nécessaires à l'exécution de la présente prestation prévue au contrat, l'accord préalable de l'Administration est nécessaire ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures de sécurité, notamment matérielles, pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités pendant la durée du présent contrat ;
- et en fin de contrat, à procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies.

À ce titre, le titulaire ne peut sous-traiter l'exécution des prestations à une autre société, ni procéder à une cession du marché sans l'accord préalable de l'Administration.

L'Administration se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le titulaire du marché.

L'Administration peut prononcer la résiliation immédiate du marché, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

## 10.5 Responsabilité du titulaire

---

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges.

Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations devront être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

### 10.5.1 Sensibilisation du personnel du titulaire

Le titulaire sensibilise son personnel, intervenant dans le cadre des prestations, à la sécurité de l'information, des systèmes d'information et aux règles de l'acheteur.

Le titulaire veille notamment à ce que son personnel intervenant dans le cadre des prestations respecte les dispositions concernant la sécurité du présent marché.

### 10.5.2 Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du marché, à condition d'avoir obtenu de l'Administration l'acceptation de chaque sous-traitance et l'agrément de ses conditions de paiement suivant les modalités décrites aux articles R2193-1 du Code de la commande publique.

Le cas échéant, le titulaire est responsable de l'accomplissement des obligations de publicité et mise en concurrence lui incombant au regard de l'objet et de la valeur estimée des prestations en cause.

### 10.5.3 Mesures de sécurité

Toute personne relevant du titulaire est soumise à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès à des informations.

### 10.5.4 État de l'art

Le titulaire garantit à la personne publique qu'il est conforme à l'état de l'art pour les services et objets numériques fournis dans le cadre des prestations. À la première demande, le titulaire fournit la preuve de cette conformité. Il précise alors les domaines concernés (interfaces web et courriels), les objets et bases d'information concernées (appareils connectés, sauvegardes de données, consoles

d'administration). Le CCTP décrit les exigences que le titulaire doit respecter pour chaque service ou produit.

#### **10.6 Clauses sociales - Action de formation sous statut scolaire au bénéfice de jeunes en situation de décrochage scolaire (pour le marché relatif au lot n°1)**

Le titulaire s'engage à réaliser une action de formation d'un ou plusieurs jeunes en situation de décrochage scolaire (L.122-2 du Code de l'éducation) et/ou soumis à l'obligation de formation pour les jeunes mineurs (L.114-1 du Code de l'éducation).

Cette action de remobilisation est suivie par la Mission de Lutte contre le Décrochage Scolaire (MLDS) du Ministère chargé de l'Éducation nationale. En cas de réalisation en dehors du territoire national, cette action est mise en œuvre par tout dispositif équivalent, impliquant des personnels éducatifs engagés dans la lutte contre le décrochage scolaire.

**Le volume horaire minimal exigé est de 300 heures**, à réaliser pendant la durée du marché.

**Le titulaire peut dans le cadre de son offre proposer un volume horaire supplémentaire s'il le souhaite, à l'annexe 2 du règlement de la consultation « Fiche Entreprise (Cadre de réponse) ».**

Conformément à son offre, le titulaire réalise une action en faveur d'un jeune en situation ou en risque de décrochage scolaire.

Dans le cadre de la clause sociale, le jeune bénéficiaire du dispositif est sous statut scolaire. Une convention de stage tripartite est conclue entre l'entreprise, l'établissement scolaire de rattachement du jeune et le jeune (ou son représentant légal). Le suivi du jeune est assuré par la MLDS ou par un acteur de l'Éducation Nationale à savoir enseignants, CPE, référent décrochage scolaire, intervenant SRE, coordonnateur de dispositifs relais).

Le titulaire du marché reçoit le jeune dans ses locaux, en immersion complète, et l'accompagne dans les tâches qui lui sont confiées. Le jeune est accompagné par la MLDS du ministère chargé de l'Éducation nationale, de la jeunesse et des sports qui désigne un tuteur pédagogique.

Le titulaire désigne un responsable des ressources humaines (RRH), qui est l'interlocuteur privilégié du MEFSIN ainsi qu'un référent au sein de l'entreprise. Le référent « entreprise » et le tuteur pédagogique sont en relation directe.

Tout parcours fait l'objet d'une gratification mensuelle, versée au bénéficiaire (<https://www.service-public.fr/simulateur/calcul/gratification-stagiaire>).

L'action mise en œuvre fait l'objet d'une validation, par écrit, sous la forme d'un « bilan croisé » réalisé par le référent « entreprise » et le tuteur pédagogique.

Au terme de son parcours, le jeune bénéficiaire du dispositif peut intégrer un parcours de formation diplômant (reprise de scolarité) ou accéder à l'emploi (insertion professionnelle).

Toutes les hypothèses de fin de parcours sont envisagées par la MLDS, à l'occasion d'un échange avec le titulaire. À tout moment, le titulaire peut aller au-delà des objectifs fixés par le marché.

### **Exécution de la clause sociale pendant la durée du marché et à l'issue du parcours**

Le suivi de la clause sociale est réalisé par le MEFSIN et la MLDS, qui s'assurent de la réalisation de l'action mise en œuvre par le titulaire dans le cadre du calendrier scolaire. Lors de la réunion de lancement du marché, le thème de la clause sociale est abordé (confirmation des contacts inscrits dans la « Fiche entreprise », rappel des spécificités du public concerné, adaptabilité des missions, intégration des fonctions support, etc.).

Une réunion spécifique à la mise en œuvre de la clause sociale est organisée, sur proposition du titulaire ou du MEFSIN, dès qu'un ou plusieurs profils de jeunes sont proposés par la MLDS. La présence du référent entreprise est obligatoire et celle du responsable des ressources humaines souhaitable. À cette occasion, la « fiche entreprise » – qui a une fonction de dialogue – peut être modifiée en fonction du ou des profils proposés par la MLDS. La nouvelle « fiche entreprise » finalisée est alors transmise au MEFSIN par le titulaire.

Le titulaire transmet également au MEFSIN la convention de stage tripartite signée.

À l'issue du parcours, le tuteur pédagogique et le référent « entreprise » réalisent un bilan croisé faisant état du résultat de la clause sociale et attestant de la bonne exécution de la clause sociale par le titulaire.

À la fin de l'action de remobilisation, le titulaire du marché s'engage à étudier toutes les possibilités de formation ou d'embauche pérenne des personnes bénéficiaires de la clause sociale.

### **Contrôle et évaluation de l'action de formation**

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, le titulaire répond à toute demande du MEFSIN ou de la MLDS relative à l'état d'avancement de la mise en œuvre de la clause sociale.

Pour rappel, le titulaire est tenu de transmettre en cours d'exécution au MEFSIN :

- la « fiche entreprise » modifiée, le cas échéant ;
- la convention de stage tripartite ;
- le bilan croisé (accompagné le cas échéant de l'attestation de présence du jeune bénéficiaire).

Toute transmission est réalisée dans les dix jours ouvrés suivant la demande au MEFSIN.

Pendant et à l'issue du parcours, le titulaire s'engage à faciliter les contacts des partenaires de l'opération avec la personne bénéficiaire du dispositif de clause sociale, et à transmettre les documents nécessaires à l'évaluation du dispositif (Cf. ci-avant).

S'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement, le titulaire doit informer le MEFSIN et la MLDS. Dans ce cas, le MEFSIN et la MLDS étudient en concertation avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir à la réalisation des objectifs fixés.

### **10.7 Clause d'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes affectés à l'exécution du présent marché**

Le Code du travail impose, aux articles L. 3221-2 et suivants, que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes. En cas de violation de cette obligation concernant le personnel affecté à l'exécution de la prestation objet du présent contrat, l'administration peut résilier le marché pour faute grave conformément à l'article L2195-3 1° du Code de la commande publique, et ainsi mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci.

L'administration se réserve le droit, à tout moment, de diligenter des vérifications ou de mandater un tiers pour mener un audit pour s'assurer de la mise en œuvre de cette obligation par le titulaire.

A ce titre, ce dernier met à sa disposition la documentation nécessaire pour permettre la réalisation de ces vérifications.

### **10.8 Clauses environnementales**

Les livrables du présent marché devront être proposés, en priorité, sous format dématérialisé.

Le cas échéant, les livrables papiers devront être imprimés par ordre de priorité : papier recyclé, papier éco-labellisé européen, NF Environnement, Ange bleu ou équivalent, papier certifié issu de forêts gérées durablement labellisé PEFC, FSC ou équivalent, avec le grammage le plus fin possible, et des encres végétales, et/ou engendrant la réduction des substances toxiques.

D'une manière générale, le titulaire privilégiera tout mode de déplacement conduisant à réduire la pollution atmosphérique provoquée par les gaz d'échappement des véhicules à moteur. Le titulaire aura de préférence recours, pour ses déplacements



lors des interventions sur site, à l'utilisation de véhicules respectant au minimum les prescriptions de la norme CRIT'AIR 1 ou 2.

Le titulaire met en place une politique numérique écoresponsable (par exemple : tri des données, stockage sur les réseaux, gestion des courriels et envois raisonnés) dans le cadre de l'exécution du marché et informe l'administration de toute action initiée pour réduire l'impact environnemental des prestations proposées.

Par ailleurs, le titulaire se conforme à toute la réglementation applicable en matière de responsabilité environnementale et particulièrement celle régie par le code de l'environnement et applicable notamment aux différents éléments mentionnés ci-dessous :

- Déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) : Le titulaire s'assure de la collecte et du traitement des matériels en fin de vie remplacés dans le cadre du présent marché, soit en mettant en place des systèmes individuels de traitement des DEEE attestés, soit en adhérant à un éco-organisme agréé par les pouvoirs publics.

Enfin, le titulaire s'assure également du respect et de la conformité des produits commercialisés dans le cadre du présent marché à la réglementation relative à la limitation de l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques (ROHS, Restriction of the Use of Certain Hazardous Substances),

Lorsque la réglementation évolue en cours d'exécution du marché, le titulaire s'y conforme et communique à l'administration les mesures prises.

#### **Établissement d'un bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES) :**

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, l'acheteur vérifie que le titulaire, sous réserve qu'il y soit assujetti, respecte les dispositions de l'article L.229-25 du Code de l'environnement.

L'acheteur consulte à cet effet la plateforme informatique hébergée à l'adresse suivante : <http://www.bilansges.ademe.fr>, sur laquelle doivent être publiées les informations relatives à la mise en œuvre des obligations nées de l'article du code de l'environnement précité.

Le cas échéant, l'acheteur invite le titulaire à se mettre en conformité dans les meilleurs délais.

Par ailleurs, pour soutenir la transformation écologique de l'État, le MEFSIN engagé depuis plusieurs années dans une démarche vertueuse de transition sociale et environnementale dans le domaine des achats, encouragent les titulaires qui ne seraient pas assujettis aux dispositions de l'article L.229-25 du Code de l'environnement à établir le bilan de leurs émissions de gaz à effet de serre

accompagné d'un plan de transition et à les communiquer à l'adresse précitée : <http://www.bilans-ges.ademe.fr>.

## **Plan de progrès**

La société sera amenée à proposer un plan d'amélioration de la qualité de service pour réduire l'empreinte écologique des prestations objets du présent marché.

### **10.9 Évaluation du titulaire**

---

Les prestations objet du lot 1 du présent accord-cadre font l'objet d'une évaluation.

Cette dernière consiste en l'attribution d'une note de satisfaction globale pour l'ensemble des prestations rendues, et porte notamment sur les moyens mis en œuvre, la qualité du service rendu, la relation contractuelle, le respect des dispositions contractuelles, et l'atteinte des objectifs définis lors de l'expression du besoin. Les résultats de cette évaluation sont communiqués au titulaire.

Cette évaluation est menée à l'aide d'une grille comprenant des critères adaptés. Cette grille est annexée au DCE à titre d'information et non contractuelle. Elle est susceptible d'évoluer en tant que de besoin en vue de l'adapter à la prestation à évaluer.

Le titulaire est informé que l'évaluation et les livrables définitifs produits dans le cadre de la mission peuvent faire l'objet d'une communication à un tiers, sans préjudice du secret des affaires et du secret de la vie privée, conformément aux règles applicables en matière de communication des documents administratifs, et notamment au regard des règles prévues par le Code des relations entre le public et l'administration et précisées par la Commission d'accès aux documents administratifs (CADA).

### **10.10 Modifications contractuelles en cours d'exécution**

---

Conformément à l'article R. 2194-1 du Code, et en complément des clauses du CCAG-TIC, l'accord-cadre peut être modifié dans les hypothèses suivantes :

#### **Modifications internes au titulaire (sans avenant)**

Le présent marché pourra être modifié, après transmission des justificatifs par le titulaire et après silence par le pouvoir adjudicateur au-delà de 5 jours ouvrés à

compter de cette réception, sans qu'il soit besoin de l'acter par avenant dans les circonstances suivantes :

- Changement de la dénomination sociale du titulaire : en cas de changement de dénomination sociale intervenant en cours d'exécution de l'accord cadre, le titulaire est tenu de communiquer au pouvoir adjudicateur une attestation expliquant ce changement et tout justificatif le cas échéant. Cette attestation sera annexée à tout document (demande de paiement, etc....) qui ferait apparaître ce changement de dénomination.
- Changement des coordonnées bancaires du titulaire : en cas de changement de coordonnées bancaires intervenant en cours d'exécution du présent marché, le titulaire est tenu d'en informer le pouvoir adjudicateur et de lui communiquer un nouveau RIB. Ce dernier annule et remplace le précédent RIB et devient contractuel.
- Changement d'adresse : en cas de changement de localisation géographique, d'adresse du titulaire et de changement du numéro SIRET intervenant en cours d'exécution du marché, le titulaire est tenu de communiquer au pouvoir adjudicateur une attestation expliquant ce changement, et tout justificatif le cas échéant.

#### **Changement de cocontractant en cours d'exécution du marché (avec avenant) :**

Le présent marché pourra être modifié, pour prendre en compte une restructuration impactant le titulaire. Le cas échéant, avant tout transfert du présent marché à une autre personne morale (notamment par cession de fonds de commerce, réorganisations d'activités, apports partiels d'actifs, cessions de branches d'activités, fusion-absorption ou mise en location gérance du fonds de commerce), le titulaire doit en informer l'Administration par écrit.

L'Administration vérifie alors que le futur titulaire dispose des capacités techniques, professionnelles et financières nécessaires à l'exécution des prestations et, le cas échéant, s'il est en règle avec ses obligations fiscales et sociales. En vue de cette vérification, le titulaire produit notamment l'ensemble des documents listés aux articles R. 2143-6 du Code de la commande publique ainsi qu'aux articles D. 8222-5 et D. 8254-2 (titulaire établi en France) ou D. 8222-7 et D. 8254-3 (titulaire établi ou domicilié à l'étranger) du Code du travail.

À la suite de ces vérifications, un avenant constatant le transfert du marché au nouveau titulaire est signé entre les parties. Le nouveau titulaire s'engage à fournir, dans les quinze (15) jours suivant la signature de l'avenant, les polices d'assurance prévues à l'article 16.3 du CCAP.

Si le cessionnaire ne présente pas les capacités requises pour l'exécution du marché, l'Administration prononce la résiliation de celui-ci, sans que le titulaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnisation, par dérogation à l'article 51 du CCAG TIC.

#### **Clause de réexamen des conditions techniques et financières (avec avenant) :**

En cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature et/ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités d'aménagement des conditions d'exécution des prestations et le cas échéant, de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire. Il est tenu compte, notamment :

- des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations,
- des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché.

Le titulaire est tenu de demander, en temps utile, qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre à l'acheteur d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre.

Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix prises en compte dans les index ou indices utilisés pour la révision des prix du marché.

Les surcoûts pris en charge par l'acheteur peuvent faire l'objet d'une avance dans les conditions fixées par le présent CCAP ou dans l'avenant conclu en application du présent article.

En tout état de cause, en cas de disparition des circonstances ayant justifié la signature de l'avenant, les stipulations antérieures redeviennent applicables.

#### **Ajout de prestations non analogues aux prestations existantes (avec avenant) :**

Lorsque la réglementation, la sécurité ou l'évolution de l'état de l'art nécessite l'ajout d'une prestation non-analogue aux prestations existantes, mais en rapport avec l'objet du marché, la personne publique peut demander au titulaire de réaliser ces prestations. Ces prestations seront réalisées par le titulaire dans la mesure où elles rentrent dans son champ de compétences et surtout si le fait de les confier à un tiers aurait des conséquences sur l'obligation de résultat du titulaire dans la bonne exécution des prestations comme prévu au CCTP et dans l'offre du titulaire. En tout état de cause, ces modifications ne peuvent pas avoir pour effet de bouleverser l'économie générale du marché ni en changer l'objet.

Cet ajout est réalisé à la suite de la passation d'un avenant.

#### **Remplacement de matériels en cours d'exécution :**

En cas d'indisponibilité temporaire ou définitive d'un matériel du marché, ce dernier peut être remplacé par un matériel de performance équivalente ou supérieur à celui-ci, sans surcoût, après validation de l'administration.

Le Titulaire adresse par écrit à l'administrations a proposition de modification au moins trente (30) jours avant la date d'application souhaitée. L'administration se réserve le droit d'accepter ou de refuser le matériel de substitution.

#### **Ajout de matériels pour motif d'évolution technologique ou réglementaire :**

Dans l'hypothèse d'une évolution technologique ou réglementaire rendant obsolètes ou non commercialisables les matériels proposés dans le cadre du marché, le titulaire propose des matériels de substitution équivalents et répondant aux nouvelles exigences, sans délais et sans surcoût.

L'administration valide alors la proposition de remplacement dans les 30 jours à compter de la réception de la proposition de remplacement.

Néanmoins, lorsque ce remplacement présente des conséquences financières, le titulaire communique à l'administration les motifs permettant de justifier de la modification du prix. Un avenant peut alors être établi sur le fondement de l'article R. 2194-1 du Code. En tout état de cause, le titulaire s'engage à proposer un prix n'excédant pas le barème applicable à l'ensemble de sa clientèle.

#### **Mise à jour du catalogue d'accessoires/pièces détachées (sans avenant) :**

Le titulaire peut proposer la mise à jour du catalogue d'accessoires à tout moment.

Il adresse alors le nouveau catalogue conforme à l'objet du marché à l'administration qui valide les mises à jour.

Cette transmission à l'administration doit être réalisée sans délai, dès connaissance par le titulaire des changements de références.

#### **Aménagement des modalités de paiement et de facturation des prestations (avec avenant)**

En cas de nécessité d'adapter les modalités de paiement des prestations (rythme de facturation, mise en œuvre d'acomptes ...) au regard de l'évolution des pratiques comptables et budgétaires de l'administration, un avenant peut être conclu afin d'aménager les articles du présent CCAP. En tout état de cause, de telles modifications prises sur le fondement du présent article ne doivent pas avoir pour effet de modifier en défaveur du titulaire ou de l'administration l'équilibre du contrat.

#### **10.11 Recours aux marchés sans mise en concurrence ni publicité préalable pour prestations similaires pour le marché issu du lot n° 1 :**

En application de l'article R2122-7 du Code de la commande publique, la réalisation de prestations similaires à celles du marché pourra être exécutée par le titulaire du présent marché dans le cadre d'un ou de plusieurs marchés qui seront passés

ultimement à la notification du présent marché. La durée pendant laquelle ce ou ces marchés peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

## 10.12 Constatation de l'exécution des prestations

### 10.12.1 Opérations de vérifications et d'admission (procès verbal de service fait)

- Par dérogation aux articles 32.2 à 32.4 du CCAG TIC, **la réception des prestations ne faisant pas l'objet d'une VA/VSR est prononcée par procès-verbal de la personne publique valant attestation de service fait.**

**⚠** Pour le marché relatif au lot 2, il s'agit de l'ensemble des UO.

- La réception des prestations listées ci-dessous, issues du marché relatif au lot 1, est effectuée trimestriellement à terme échu par procès-verbal de la personne publique valant attestation de service fait par dérogation aux articles 32.2 à 32.4 du CCAG TIC :

UO 3.1.3.2	Maintenance et support annuel
UO 3.1.4	Maintenance et support annuel pour le matériel et câblage pour chacun des bornes de transmission de l'Alerte

Le titulaire devra être à jour de la remise de l'ensemble des livrables documentaires qui être conformes aux demandes de la personne publique pour que la réception puisse être validée.

### 10.12.2 Opération de vérification avec VABF et VSR

Ce type de vérification est réalisé pour les UO suivantes du marché relatif au lot 1:

UO 3.2.2.1	Chiffrement des communications à la norme AES 256 bits pour un site. Mise à jour du système DMR
------------	--

UO 3.2.2.2	Chiffrement des communications à la norme AES 256 bits. Ajout du chiffrement par terminal du site chiffré
UO 3.2.3	Chiffrement de la transmission
UO 3.3.2.4 à 6	Configuration/paramétrage/tests des interfaces avec un système tiers
UO 3.3.3.1	Interconnexion de relais DMR UHF via WAN IP pour <b>2 sites ou 1 site supplémentaire à connecter en réseau à un réseau de sites existant</b> <i>(le matériel réseau et les lignes WAN IP sont fournies par l'administration)</i>
UO 3.3.3.2	Interconnexion de relais DMR UHF via WAN IP pour une grappe de <b>5 sites au maximum</b> <i>(le matériel réseau et les lignes WAN IP sont fournies par l'administration)</i>
UO 3.3.3.3	Interconnexion de relais DMR UHF via WAN IP pour <b>la totalité des sites</b> <i>(le matériel réseau et les lignes WAN IP sont fournies par l'administration)</i>
UO 3.3.4.1	Interconnexion SIP avec système de téléphonie SIP <i>(le matériel réseau nécessaire est fourni par le bénéficiaire)</i>

#### 10.12.3 Mise en ordre de marche (MOM) :

L'installation et la mise en ordre de marche sont réalisées par le titulaire.

À cet effet, il dispose de trente jours à compter de la date contractuelle de livraison pour effectuer la MOM. Il remet un procès-verbal de mise en ordre de marche à la personne publique (format courriel accepté).

Cette MOM se traduit par le déploiement des évolutions sur l'environnement de recettes du titulaire.

Le délai initialement prévu pour la mise en ordre de marche peut faire l'objet d'un sursis ou d'une prolongation de délai dans les conditions prévues à l'article 13.3 du CCAG TIC.

#### 10.12.4 Vérification d'aptitude au bon fonctionnement (VABF) :

Par dérogation à l'article 33.2.1 du CCAG TIC, cette vérification d'aptitude au bon fonctionnement sera réalisée par la personne publique dans un délai maximum de 3 (trois) mois après la notification de la Mise en Ordre de Marche (MOM) par le Titulaire à l'Administration.

Dans le cadre du processus de correction des anomalies, le titulaire propose à l'Administration de tester les correctifs en cours de développement au fur et à mesure de leur conception. Ces tests ne rentrent pas dans la définition de la VABF. La VABF est réalisée sur des environnements de recette de la nouvelle version et des environnements de 1ère installation de la nouvelle version.

La vérification d'aptitude au bon fonctionnement (VABF) a pour but de constater que l'évolution mise en place et la documentation sont aptes à remplir les fonctions telles que définies préalablement par l'Administration.

Le titulaire réalisera les configurations nécessaires sur les différents environnements pour l'exécution des tests techniques, fonctionnels et de charge.

Les tests seront conduits et réalisés par le MEFSIN ou un acteur mandaté par elle.

#### **10.12.5 Vérification de service régulier (VSR)**

La vérification de service régulier (VSR) a pour but de vérifier que l'évolution mise en place permet d'assurer un service régulier dans les conditions normales d'exploitation pour remplir les fonctions telles que définies préalablement par l'Administration. Elle débute une fois la validation d'aptitude prononcée.

Par dérogation à l'article 33.2.2 du CCAG-TIC, pour chaque prestation commandée, la régularité du service s'observe pendant 6 (six) mois maximum à partir du jour de la décision positive de vérification d'aptitude prise par le pouvoir adjudicateur.

A l'issue de la période de VSR, et sauf persistance de défauts ou non-conformités signalées et non corrigées ou dont la correction ne serait pas planifiée, l'admission définitive sera prononcée par procès-verbal de la personne publique.

#### **Livrables**

L'ensemble des livrables exigés dans le cadre du présent marché donneront lieu à validation par la personne publique.

#### **10.12.6 Décision après vérification**

##### **Réception**

Le pouvoir adjudicateur prononce la réception des prestations, si elles répondent aux stipulations du marché, selon les modalités décrites aux articles 10.12.1 à 10.10.5 du présent CCAP.



### Ajournement

Lorsque des prestations ne peuvent être reçues que moyennant certaines mises au point, le pouvoir adjudicateur peut décider d'ajourner la réception des prestations conformément aux modalités de l'article 34.2 du CCAG-TIC.

### Réfaction

Conformément à l'article 34.3 du CCAG-TIC, lorsque le pouvoir adjudicateur estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être reçues en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées.

Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

Si le titulaire ne présente pas d'observation dans les quinze jours suivant la décision de réception avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, le pouvoir adjudicateur dispose ensuite de quinze jours pour lui notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification, le pouvoir adjudicateur est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

### Rejet :

Lorsque l'acheteur estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total. La décision de rejet doit être motivée. Elle ne peut être prise qu'après que le titulaire a été mis à même de présenter ses observations.

En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché.

Pour la prestation de réversibilité, si le retour du questionnaire de satisfaction n'atteint pas la note minimale de 3 sur 5 pour les 2/3 des personnes destinataires du transfert, la prestation pourra être rejetée et devoir être à nouveau réalisée ou faire l'objet de réfaction selon la situation.

---

## **10.13 Modalités de règlement**

Le paiement des prestations du marché intervient dans les conditions fixées ci-dessous :

- a) **Concernant les matériels et les prestations ne donnant pas lieu à VABF/VSR et autres que les prestations de maintenance et de support annuel**

Le règlement de chaque bon de commande interviendra au prononcé de la livraison des prestations par procès-verbal de service fait de la personne publique.

Toute observation ou réserve mentionnée au procès-verbal ou toute absence de constatation de service fait sera suspensive de paiement tant qu'elle ne sera pas levée par la personne publique.

**b) Concernant les prestations de maintenance et support annuel :**

Le règlement sera prononcé trimestriellement à terme échu par procès-verbal de la personne publique valant attestation de service fait.

Dans le cas d'une période inférieure au trimestre, la tarification du montant de l'UO est calculée au *prorata temporis*.

**c) Concernant les prestations faisant l'objet de VABF et VSR :**

S'agissant de bons de commande donnant lieu à l'exécution d'une prestation dont la durée n'excède pas TROIS (3) mois : règlement de 70% du montant de la prestation considérée à l'entrée en VABF (notification de la MOM), de 10% au prononcé de la vérification d'aptitude au bon fonctionnement et du solde de 20% au prononcé de la vérification de service régulier.

S'agissant de bons de commande donnant lieu à l'exécution d'une prestation dont la durée est comprise entre TROIS (3) et SIX (6) mois : règlement d'un acompte de 40% du montant de la prestation considérée au terme du 3ème mois d'exécution, un second paiement de 30% à l'entrée en VABF (notification de la MOM), puis d'un règlement de 10% au prononcé de la vérification d'aptitude au bon fonctionnement et du solde de 20% au prononcé de la vérification de service régulier.

S'agissant de bons de commande donnant lieu à l'exécution d'une prestation dont la durée est supérieure à SIX (6) mois : règlement d'un acompte au terme de chacun des deux premiers trimestres d'exécution d'un montant de 20% du montant de la prestation considérée. Le solde sera versé par un règlement de 30% au prononcé de la vérification d'aptitude au bon fonctionnement et d'un règlement de 30% au prononcé de la vérification de service régulier.

Toute observation ou réserve mentionnée à la prononciation de la vérification de service régulier sera suspensive de paiement tant qu'elle ne sera pas levée par la personne publique.

---

#### **10.14 Garanties**

Les prestations font l'objet d'une garantie conformément à l'article 36 du CCAG TIC.

L'ensemble des garanties précédentes s'exerce indépendamment de la garantie légale pour vices cachés prévue aux articles 1641 et suivants du code civil.

### **10.15 Pénalités**

---

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à pénalité.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG TIC, les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire dans la mesure où leur application ne dispense pas le titulaire d'exécuter les prestations dues. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'exécution des prestations, lors de l'établissement des états d'acomptes, ou constituer un élément du décompte général. Elles peuvent être appliquées en déduction des factures ou faire l'objet de titre de perception.

Les pénalités ne sont pas soumises à la TVA.

#### **10.15.1 Pénalités liées à l'exécution des prestations**

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG TIC, en cas de dépassement des délais contractuels mentionnés dans le bon de commande ou dans le CCTP

#### **Pénalités d'indisponibilité (appliquées dans le cadre des prestations de maintenance et de support) :**

Par dérogation à l'article 14.2 du CCAG-TIC, l'indisponibilité commence lorsqu'une demande d'intervention est sollicitée par l'administration, sous forme de ticket d'anomalie dans l'outil de gestion des incidents, par appel de la hotline ou par envoi d'un courriel, conformément à l'article 4.3.3 du CCTP. Elle cesse au moment où, après intervention des préposés du titulaire, l'anomalie est résolue et que le fonctionnement est rétabli dans les conditions préalables à l'indisponibilité constatée.

Les trois niveaux de gravité caractérisant une anomalie (anomalie bloquante, normale ou mineure) sont décrits au CCTP.

Une pénalité forfaitaire de 20 € HT par heure ouvrée de retard sera appliquée au-delà des durées de correction suite à une anomalie bloquante.

Une pénalité forfaitaire de 125 € HT par jour ouvré de retard sera appliquée au-delà des durées de correction suite à une anomalie normale.

Une pénalité forfaitaire de 75 € HT par jour ouvré de retard sera appliquée au-delà des durées suite à une anomalie mineure.

### **Pénalités liées à l'exécution des prestations (hors maintenance), remise des livrables et livraison des matériels**

En cas de dépassement du délai contractuel d'exécution des prestations fixé dans le bon de commande ou dans le CCTP, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées en application de la formule suivante, par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-TIC :

$$P = V \times R / 1000$$

P = le montant de la pénalité en € HT

R = nombre de jours de retard

V = valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité.

Les pénalités décrites ci-dessus sont uniquement dues au titre de la remise tardive des livrables demandés au CCTP. Pour l'indisponibilité, il existe des pénalités spécifiques.

### **10.15.2 Pénalités pour non-respect de la clause sociale (pour le marché relatif au lot n°1)**

Le titulaire encourt sans mise en demeure préalable dans le cadre de l'application de la clause sociale prévue à l'article 12.7 du CCAP les pénalités suivantes :

- 150 € HT si l'interlocuteur désigné par le titulaire dans la « fiche entreprise (cadre de réponse) » pour appliquer la clause sociale est absent lors de la réunion spécifique à la mise en œuvre de la clause sociale.
- Une pénalité en € HT égale au nombre d'heures de formation prévues dans le mémoire technique du titulaire en cas d'engagement sur des heures supplémentaires, et non réalisées, multiplié par 30.

### **10.15.3 Pénalités liées aux clauses environnementales**

Sans objet.

### **10.15.4 Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité**

En complément de l'article 14 du CCAG TIC, en cas de violation des mesures de sécurité ou de l'obligation de confidentialité, le titulaire s'expose aux pénalités suivantes :

- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles n'impliquant pas des données à caractère personnel : application d'une sanction égale à 0,5 % du montant exécuté HT du marché public à la date de constatation du fait générateur ;
- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles impliquant des données à caractère personnel : application d'une sanction égale à 2 % du montant exécuté HT du marché public à la date de constatation du fait générateur.

En cas de constatation de plusieurs faits générateurs, les sanctions pécuniaires ainsi établies sont appliquées de façon cumulative.

#### **10.15.5 Plafonnement des pénalités**

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG TIC, le plafond des pénalités encourues est fixé à 10 % du montant maximum du marché.

#### **10.15.6 Seuil d'exonération des pénalités**

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG TIC, le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 100 euros HT pour l'ensemble du marché.

### **Article 11. REVERSIBILITE - pour le marché relatif au lot n°1**

La réversibilité désigne l'opération de retour de responsabilité technique par lequel le pouvoir adjudicateur reprend les prestations qu'il avait confiées au titulaire de l'accord-cadre arrivant à terme.

La transférabilité désigne l'opération de transfert de responsabilité technique par lequel le pouvoir adjudicateur fait reprendre par un nouveau titulaire les prestations qu'il avait confiées au titulaire du marché arrivant à terme.

Dès le déclenchement du bon de commande afférant, le titulaire s'engage dans les conditions ci-après à assurer la réversibilité ou la transférabilité des prestations afin de permettre à la personne publique de reprendre ou de faire reprendre à un tiers désigné par elle la fourniture des prestations et ce dans les meilleures conditions et sans discontinuité.

Les principes ci-dessous s'appliquent indifféremment selon que la mise en œuvre des opérations de réversibilité ou de transférabilité résulte de l'expiration ou de la résiliation du marché pour quelque cause que ce soit.

Dans le cadre du processus de réversibilité ou de transférabilité, le titulaire s'engage à fournir à la personne publique ou tout prestataire tiers désigné par elle, toute l'assistance et les informations nécessaires dans le cadre d'une période dite de restitution de la connaissance et de la responsabilité opérationnelle.

À l'issue de cette période, les fichiers et les documents opérationnels restés propriété de la personne publique sont restitués. Tous les éléments restituables avant la fin de cette période devront l'être dès que possible.

Au cours de la période de réversibilité ou de transférabilité, le titulaire assure les activités qui lui sont attribuées dans le cadre de la transition avec les équipes qui reprendront les prestations et formera de façon opérationnelle lesdites équipes aux spécificités techniques.

Pendant la phase de réversibilité ou de transférabilité, les prestations devront continuer d'être assurées selon les conditions et modalités qui sont définies dans le présent accord-cadre. Le titulaire ne pourra en aucun cas modifier ou réduire ses prestations ou ses obligations.

Le titulaire s'engage à collaborer loyalement avec la personne publique ou toute autre entité qui assurera la reprise des prestations.

## **Article 12 - REGIME FINANCIER**

### **12.1 Forme et contenu des prix**

Le prix des prestations figure à l'annexe financière à l'acte d'engagement souscrit par le titulaire et au catalogue fourni au titre de son offre pour le lot n° 1. Ils sont exprimés nets, en euro hors taxes.

Les prix sont réputés inclure :

- les frais afférents à la réalisation des prestations du présent marché ;
- tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations ;
- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations ;
- l'ensemble des sujétions particulières inhérentes au contenu même de l'exécution des prestations, y compris les conditions d'exploitation et d'accès aux différents lieux indiqués au CCTP ;
- le suivi commercial.

À ce titre, le titulaire ne pourra prétendre à aucun supplément de prix, ni à aucune indemnité quelconque.

Les interventions des préposés du titulaire dans les locaux de la personne publique n'ouvriront droit, pour le titulaire, à aucune indemnité à quelque titre que ce soit, y compris et notamment en ce qui concerne les frais occasionnés par le transport et le séjour de ses personnels. La proposition financière tient compte de cette possibilité

et les prix mentionnés incluent tous les frais de déplacement et de séjour susceptibles d'être supportés par le titulaire.

## **12.2 Variation des prix**

---

### **12.1.1 Révision des prix :**

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant au mois de la date limite de remise des offres.

Ils sont exprimés nets et en euros HT et figurent sur l'annexe financière à l'acte d'engagement souscrit par le titulaire.

#### **Les prix sont révisables.**

La révision est effectuée chaque année à la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre au moyen des deux formules suivantes :

- **La révision des prix des prestations :**

La révision est effectuée chaque année à la date anniversaire de la notification du marché.

Cette révision sera effectuée sur la base de Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 62.01 – Services de programmation informatique, au moyen de la formule suivante :

$P = P_o (I_1 / I_o)$ , dans laquelle :

P = prix révisé

P<sub>o</sub> = prix fixé dans l'offre initiale du titulaire

I<sub>o</sub> = valeur du dernier indice connu INSEE 010766572 - (CPF 62.01 – Services de programmation informatique) au 1<sup>er</sup> jour du mois d'établissement des prix (mois de la remise de l'offre), communiqué par l'Administration lors de la notification au titulaire.

I<sub>1</sub> = valeur du dernier indice connu INSEE 010766572- (CPF 62.01 – Services de programmation informatique) à la date de demande de révision du titulaire.

- **La révision des prix de matériels (hors catalogue) :**

La révision est effectuée chaque année à la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre au moyen de la formule suivante :

$P = P_o (I_1 / I_o)$  dans laquelle

- **P = prix révisé**

- **P<sub>o</sub> = prix fixé dans l'offre initiale du titulaire**

- I<sub>o</sub> = valeur du dernier indice connu INSEE 010764330 (Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français - A17 C3 - Équipements électriques,

électroniques, informatiques, machines base 2021) connu au 1<sup>er</sup> jour du mois d'établissement des prix (mois de la remise de l'offre), communiqué par l'Administration lors de la notification au titulaire.

- I1 = valeur du dernier indice connu INSEE 010764330 (Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français - A17 C3 - Équipements électriques, électroniques, informatiques, machines base 2021) connu au mois de la révision des prix.

#### **Modalités de mise en œuvre des révisions sur indice :**

Le titulaire adresse une révision des prix du présent marché par courriel à l'Administration à l'adresse [L-SNUM-BGS-SECTEURBUDGET@finances.gouv.fr](mailto:L-SNUM-BGS-SECTEURBUDGET@finances.gouv.fr) qui en accusera réception, avec un préavis de trente jours calendaires avant leur entrée en vigueur, soit la date anniversaire de notification du marché.

Les indices utilisés, l'annexe financière révisée ainsi que les pourcentages de variation par rapport aux prix précédemment pratiqués sont indiqués.

La révision n'affecte pas les paiements qui, en vertu du marché, seraient exigibles avant la date anniversaire de notification.

Le prix appliqué sera le prix connu et accepté à la commande.

La révision des prix sera acceptée de manière expresse par l'Administration. Cet accord emporte acceptation de ces nouveaux prix qui s'appliquent sans nécessité d'avenant.

Cette révision constitue, une fois pour toutes, pièce justificative de toutes les factures émises par le titulaire, afférentes aux prestations fournies au titre du marché, jusqu'à la date d'application d'un nouveau prix. Les prix de règlement établis dans les conditions fixées ci-dessus n'ont pas à être constatés par avenant.

Conformément à la circulaire du Premier ministre n° 6338/SG, signée le 27 mars 2022, relative à l'exécution des contrats de la commande publique dans le contexte actuel de hausse des prix de certaines matières premières, le présent marché ne comporte ni clause butoir ni clause de sauvegarde.

- **La variation des prix des matériels (accessoires / pièces détachés) issus du catalogue du titulaire :**

Les prix de matériels contractualisés au titre du catalogue sont mis à jour, à tout moment, à la hausse ou à la baisse sur présentation de la mise à jour du catalogue par le titulaire et sans nécessité d'avenant.

#### **12.1.2 Offres promotionnelles :**

Les matériels du marché peuvent faire l'objet d'offres promotionnelles proposées par le titulaire, pour une durée donnée.



Ces offres promotionnelles peuvent notamment porter sur :

- une diminution des prix nets du marché ;
- la mise en place de conditionnements promotionnels (vente de lots) ;
- la mise en place de packages dit promotionnels regroupant plusieurs matériels et accessoires du marché.

Le titulaire adresse les offres promotionnelles à l'administration par tout moyen permettant de donner date certaine.

À l'expiration de la promotion, les prix du marché, révisés le cas échéant dans les conditions figurant à l'article « révision des prix » du présent CCAP, sont ceux à nouveau en vigueur.

L'offre promotionnelle s'applique aux commandes émises pendant toute la durée de la promotion.

---

## **12.3 Modalités financières**

### **12.3.1 Délais de paiement**

Le délai de paiement prévu à l'article L.2192-10 et à l'article R.2192-10 du Code de la commande publique est fixé à TRENTE (30) jours.

Ainsi, le délai global de paiement ne peut excéder TRENTE (30) jours.

En application des articles R.2192-12 et sous réserve des dispositions prévues aux articles R.2192-13, R.2192-17 et R.2192-18 du Code de la commande publique, le délai de paiement court à compter de la date de réception de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur.

En cas de versement d'une avance, en application de l'article R.2192-24 du Code de la commande publique, le point de départ du délai global de paiement de l'avance est la date de notification de l'acte qui emporte commencement d'exécution des prestations.

Le point de départ du délai global de paiement des acomptes, des paiements partiels définitifs et du solde est la date de réception de la demande de paiement par l'Administration ou la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement. Ces dates sont constatées par l'Administration. A défaut, c'est la date de demande de paiement augmentée de DEUX (2) jours qui est retenue.

Lorsque la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par l'accord cadre, le délai de paiement peut être interrompu dans les conditions prévues aux articles R.2192-27 à R.2192-30 du Code de la commande publique. A compter de la réception de la totalité des pièces, un nouveau délai de paiement est ouvert. Ce délai est de trente jours ou égal au solde

restant à courir à la date de réception de la notification de l'interruption si ce solde est supérieur à 30 jours.

Lorsque le marché prévoit une procédure de vérification de la conformité des prestations, il est prévu que le délai de paiement court à compter de la date à laquelle cette conformité est constatée, si cette date est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

#### Les intérêts moratoires :

À défaut de paiement de la facture dans les TRENTE (30) jours, les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont dus aux conditions prévues aux articles R.2192-31 à R.2192-36 du Code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires mentionné aux articles R.2192-31 et L.2192-13 du Code de la commande publique est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire fixé par l'article R.2192-35 du Code de la commande publique pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de 45 jours suivant la mise en paiement du principal.

Les paiements seront effectués par virement au compte du titulaire.

### **12.3.2 Modalités de facturation**

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après attestation du service fait par la personne publique.

Les paiements seront effectués par virement au compte du titulaire.

#### **12.3.2.1 Mentions obligatoires**

Les factures comportent les mentions obligatoires, conformément à l'article 242 nonies A de l'annexe II du Code Général des Impôts et au décret n°2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique. Les factures comportent notamment les mentions suivantes :

- les nom et adresse du créancier ;
- l'intitulé de son numéro de compte bancaire ou postal ;
- la référence du marché en vertu duquel elles sont émises ;
- la désignation des fournitures et/ou prestations commandées ;

- les modalités particulières d'exécution, le cas échéant ;
- la quantité commandée ;
- les montants HT et TTC ainsi que le taux et le montant des taxes ;
- la date d'établissement ;
- les délais d'exécution ;
- les lieux d'exécution ;
- l'adresse de facturation ;
- le numéro SIRET de l'État : 11000201100044 (en cas de saisie directe de la facture dans CHORUS Pro) ;
- l'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- la référence de l'engagement juridique, numéro à 10 chiffres porté sur le bon de commande ou les documents contractuels ;
- le code du service exécutant, soit FAC9470075, indiqué dans le corps de l'adresse de facturation.

#### 12.3.2.2 Taux de TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

#### 12.3.2.4 Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

#### 11.3.2.5 Transmission des factures

Les factures sont adressées de façon dématérialisée, et ce, gratuitement, en utilisant le portail sécurisé Chorus pro, soit en les déposant au format PDF, soit en les y saisissant directement. Les informations utiles à la mise en œuvre de ces procédures sont accessibles sur le site <https://chorus-pro.gouv.fr> .

Toute demande de renseignements est adressée au service facturier :

- Directement via le portail Chorus pro
- Par téléphone : 01-53-18-81-51 de 14h00 à 16h30.
- Par courriel : [dc947.depense@finances.gouv.fr](mailto:dc947.depense@finances.gouv.fr)

L'ordonnateur chargé d'émettre les titres de paiement est :

Madame la Secrétaire Générale

75572 PARIS CEDEX 12

Le comptable assignataire des paiements est :  
Le Contrôle Budgétaire et Comptable Ministériel  
120, Rue de Bercy  
75572 PARIS CEDEX 12

## **Article 13 - CLAUSES DE SURETE ET DE FINANCEMENT**

### **13.1 Garantie et cautionnement**

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie.

### **13.2 Avances**

Sauf renonciation du titulaire dans l'acte d'engagement de l'accord cadre, une avance lui est accordée dans les conditions fixées aux articles R.2191-3 à R.2191-12 et R.2191-15 du Code de la commande publique.

Ce montant est égal pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à 2 mois, à 5% du montant du bon de commande si la durée prévue pour l'exécution de celui-ci est inférieure ou égale à 12 mois. Si cette durée est supérieure à 12 mois, l'avance est égale à 5% d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisée par la durée prévue par l'exécution de celui-ci exprimée en mois.

Les taux précités sont portés à 30% lorsque le titulaire de l'accord cadre ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise au sens de l'article R.2151-13 du Code de la commande publique (entreprise qui occupe moins de 250 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 50 millions d'euros ou dont le total du bilan n'excède pas 43 millions d'euros).

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités des articles R.2191-11 et R.2191-12 du Code de la commande publique. Le remboursement de cette avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint ou dépasse 65% de son montant initial. Ce remboursement devra être terminé lorsque ledit montant aura atteint 80% du montant toutes taxes comprises de l'accord cadre.

### **13.3 Acomptes**

Tout versement d'acompte s'effectue dans le cadre des articles R.2191-20 à R.2191-22 du Code de la commande publique, sur la base des prestations effectuées.

Les acomptes n'ont pas le caractère de paiements définitifs.

#### **13.4 Cession et nantissement**

L'accord cadre peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles R.2191-45 à R.2191-63 du Code de la commande publique.

### **Article 14 - REGIME DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE**

#### **14.1 Régime des droits de propriété intellectuelle**

Concernant le régime des droits de propriété intellectuelle, relatifs aux logiciels standards, il sera fait application des articles 43 à 46 du CCAG TIC relatifs à l'utilisation des résultats.

#### **14.2 Régime des droits de propriété intellectuelle relatif aux connaissances antérieures**

Conformément à l'article 44.2 du CCAG TIC, dès lors que le titulaire envisage d'utiliser des connaissances antérieures ou des connaissances antérieures standards, il s'engage à ce qu'elles soient identifiées dans son offre ou en toute hypothèse au fur et à mesure de l'exécution du marché, avant toute intégration et/ou utilisation d'une connaissance antérieure ou d'une connaissance antérieure standard non prévue dans l'offre.

Les droits afférents aux connaissances antérieures (hors standards) sont concédés dans les conditions de l'article 45.1 du CCAG TIC qui précise que lorsque le titulaire incorpore des connaissances antérieures dans les résultats ou fournit des connaissances antérieures dans le cadre de l'exécution du marché ou que des connaissances antérieures, sans être incorporées aux résultats, sont strictement nécessaires pour la mise en œuvre des résultats, le titulaire autorise l'acheteur à utiliser les connaissances antérieures pour les mêmes droits, durée, territoire et finalités d'utilisation que ceux prévus dans le régime applicable aux résultats.

L'autorisation d'utiliser les connaissances antérieures est comprise dans le prix du marché.

### **Article 15 - TRAITEMENT DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**

Le présent marché comporte un traitement de données à caractère personnel (Cf. annexe « RGPD » du présent CCAP).

En tout état de cause, en cas de nouveau traitement occasionné par l'exécution des prestations du marché ou dans l'hypothèse de l'évolution des traitements de données

à caractère personnel initialement prévus, l'annexe RGPD devra être complétée et cosignée par le titulaire et l'administration conformément à l'article 28 ou 26 du RGPD sans qu'il soit nécessaire de modifier par avenant le présent marché.

## **Article 16 - DISPOSITIONS DIVERSES**

### **16.1 Forme des notifications et des informations**

Conformément à l'article 3.8 du CCAG TIC, la notification des décisions, observations ou informations qui font courir un délai est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Cette notification peut être faite par le biais du profil d'acheteur ou à l'adresse postale ou électronique des parties mentionnée dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à leur siège social, sauf si ces documents leur font obligation de domicile en un autre lieu.

En cas de groupement, la notification se fait au mandataire pour l'ensemble du groupement.

### **16.2 Langue**

Tous les documents écrits remis par le titulaire à la personne publique doivent être rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il devra fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français. Une exception, avec approbation par la personne publique, serait pour les documents techniques des produits, rédigés en langue anglaise.

### **16.3 Assurances**

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à la personne publique en cas d'inexécution. Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de la personne publique ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à la personne publique ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait

encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à la personne publique, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément la personne publique de toute modification de son contrat d'assurance.

#### **16.4 Résiliation**

---

Le pouvoir adjudicateur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord cadre conformément aux articles R.2191-30 et R.2191-31 et des articles L.2195-1 à L.2195-6 du Code de la commande publique.

1°) Le marché peut être résilié aux torts du titulaire en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles L2142-1 et suivants et R2142-1 à 27 du Code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D 8222-5 ou D 8222-7 et D 8222-8 du Code du travail.

Après mise en demeure restée infructueuse à l'échéance d'un délai de 15 jours, le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à l'indemnité et, le cas échéant, avec l'exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu à l'article D8222-5.

Les frais engendrés par une nouvelle mise en concurrence viendront en déduction des sommes dues au titre des prestations réalisées.

2°) L'accord-cadre peut être résilié pour faute du titulaire conformément à l'article 50 du CCAG TIC, notamment en cas de non-respect de ses obligations légales ou réglementaires relatives à la confidentialité ou à la protection des données à caractère personnel conformément à l'article 5 du CCAG TIC.

Après mise en demeure restée infructueuse à l'échéance d'un délai de 15 jours, l'accord-cadre peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à l'indemnité et, le cas échéant, avec l'exécution des prestations à ses frais et risques.

Les frais engendrés par une nouvelle mise en concurrence viendront en déduction des sommes dues au titre des prestations réalisées.

3°) La personne publique peut, à tout moment, qu'il y ait ou non faute du titulaire, mettre un terme à l'exécution des prestations avant l'achèvement de celles-ci.

La décision de résiliation est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception. La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

Par dérogation à l'article 51 du CCAG TIC, la décision de résiliation donne lieu à l'indemnisation du titulaire à hauteur de 5% du montant total en € HT des prestations de l'accord cadre déjà réalisées.

4°) En cas de dépassement d'un plafond global de pénalités égal à 10% du montant des prestations réalisées, la personne publique se réserve le droit de résilier pour faute du titulaire le présent accord cadre aux conditions fixées par le CCAG TIC.

La décision de résiliation est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

5°) En complément de l'article 50 du CCAG TIC, en cas de non-respect des règles de sécurité, l'acheteur peut résilier pour faute le marché sans mise en demeure.

La résiliation de l'accord-cadre est, sauf mention contraire dans la décision, sans incidence sur l'exécution de bons de commande en cours.

---

#### **16.5 Attestations administratives**

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du Code du travail.

---

#### **16.6 Obligations administratives**

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'Administration les modifications survenant en cours d'exécution. En cas de manquement, l'Administration ne saurait être tenue pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

---

#### **16.7 Règlement amiable des différends**

La réglementation de l'achat public institue comme principe la recherche du règlement amiable des conflits.

Les parties au présent contrat conclu et exécuté de bonne foi, s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation et de coopération, tout différend



ou litige qui pourrait survenir relatif à son existence, son interprétation, ou à son exécution.

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire de réclamation exposant précisément les motifs de ce différend et indiquant, le cas échéant, pour chaque chef de contestation, le montant des sommes réclamées et leur justification.

Les ministères économiques et financiers s'engagent à en accuser réception dans les quinze jours. Le pouvoir adjudicateur dispose du délai prescrit par l'article du CCAG susmentionné pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut décision de rejet du mémoire de réclamation.

La boîte mël fonctionnelle identifiée pour traiter ce type de demande est la suivante : [secteur-marches-bgs@finances.gouv.fr](mailto:secteur-marches-bgs@finances.gouv.fr)

L'acheteur et le titulaire privilégient le recours au médiateur interne relations fournisseurs des ministères économiques et financiers à l'adresse suivante : [mediation-fournisseurs.bercy@finances.gouv.fr](mailto:mediation-fournisseurs.bercy@finances.gouv.fr)

En cas de constatation par le médiateur de l'échec de cette médiation interne, les parties pourront saisir le médiateur des entreprises via le portail suivant :

<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/contactez-mediateur-des-entreprises>

En cas d'échec de cette dernière, les parties pourront saisir le comité consultatif de règlement amiable compétent dans les conditions prévues à l'article R. 2197-1 du Code de la commande publique.

Les parties pourront néanmoins directement saisir le médiateur des entreprises, sans recourir au médiateur interne, ou encore le comité consultatif de règlement amiable compétent sans recourir à une médiation préalable.

La saisine d'un médiateur ou d'un conciliateur doit être effectuée avant l'expiration du délai de recours contentieux.

La saisine d'un médiateur interrompt les délais de recours contentieux jusqu'à la notification de la décision prise par l'acheteur ou de la constatation du médiateur de l'échec de sa mission.

Le médiateur interne des ministères économiques et financiers et le médiateur des entreprises agissent comme tierce partie afin d'aider les parties qui en ont exprimé la volonté à trouver une solution mutuellement acceptable.

Le comité consultatif de règlement amiable compétent a lui pour mission de rechercher des éléments de droit ou de fait en vue d'une solution amiable et équitable.

Dans l'hypothèse où le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause dans le cadre d'un recours contentieux

## 16.8 Litiges et contentieux

Le présent marché est soumis au droit français.

Tout litige dans le cadre du présent marché est soumis au tribunal administratif de Paris pour les aspects concernant les modalités d'exécution du marché et au Tribunal judiciaire de Paris pour les questions relatives à la propriété intellectuelle.

### Article 17 - DEROGATIONS AU CCAG

Les dérogations au CCAG TIC sont présentées dans le tableau récapitulatif des dérogations ci-après :

Article du présent CCAP	Article du CCAG auquel il est fait dérogation	Commentaire - objet de la dérogation
Art. 9	Articles 42.1 et 42.2 du CCAG TIC	Documents à notifier au titulaire
Art. 10.1.2	Article 3.4.1 du CCAG TIC	Désignation de l'interlocuteur par le titulaire au stade de l'offre
Art. 10.10	Article 51 du CCAG TIC	Résiliation pour faute
Art.10.12	Articles 32.2 à 32.4 du CCAG TIC	Opération de vérification hors VABF et VSR
Art.10.12	Article 33.2.1 et 32.2.2 du CCAG TIC	Opération de vérification avec VABF et VSR
Art.10.15	Article 14.1.1 du CCAG TIC	Pénalités – mise en demeure
Art.10.15.1	Articles 14.1.1 et 14.2.6 du CCAG TIC	Pénalités –retard
Art. 10.15.3.	Article 14.1.2	Pénalités -plafonnement
Art.10.15.4.	Article 14.1.3 du CCAG-TIC	Pénalités - exonération
Art 16.4	Article 51 CCAG-TIC	Résiliation pour motif d'intérêt général